

COMMUNE DE CHOLET

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 8 MARS 2010

Le 8 mars 2010 à 18h30, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Gilles BOURDOULEIX, Maire de Cholet, pour la tenue du Conseil Municipal, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire le 2 mars 2010.

Sont présents : Monsieur Gilles BOURDOULEIX, Député-Maire, Président - Monsieur Michel MAUDET, Maire-Délégué - Madame Géraldine DELORME, Premier Adjoint - Madame Marie-Christine PELLETIER, Monsieur Michel CHAMPION, Madame Roselyne DURAND, Monsieur Roger MASSE, Madame Isabelle LEROY, Monsieur Jean LELONG, Madame Florence DABIN-HERAULT, Monsieur John DAVIS, Monsieur Thierry ABRAHAM, Madame Colette LALLEMAND, Monsieur Yves CLEDAT, Madame Monique ARIÑO, Monsieur Jean-Paul BREGEON, Madame Simone POUPARD, Monsieur Michel BONNEAU, Madame Anne-Marie TILLY, Madame Evelyne HORECKA-PRAS, Monsieur Jean-Daniel AUGER, Madame Catherine BODET, Monsieur Frédéric PAVAGEAU, Madame Marie-Hélène DUCEPT, Madame Patricia RIGAUDEAU, Madame Sandrine RAOUX, Monsieur François DEBREUIL, Madame Catherine CHOTARD, Monsieur Benoît MARTIN, Madame Evelyne CHICHE-GAUVAIN, Monsieur Olivier BRACHET, Madame Natacha CASTIN, Monsieur Gilles ALLINDRE, Monsieur Gildas GUGUEN, Monsieur Philippe HEURTON, Monsieur Jean-Pierre GEINDREAU, Madame Anne GRAVELEAU-HARDY, Monsieur Xavier COIFFARD, Madame Marie-Christine BOMME, Madame Françoise COQUELET, Conseillers Municipaux.

Ont donné procuration : Mademoiselle Alice FERCHAUD à Monsieur John DAVIS, Monsieur Jean-Michel BOISSINOT à Monsieur Michel MAUDET, Madame Dominique POUPARD-MERLE à Monsieur Gildas GUGUEN, Madame Nicole VEYLIT à Madame Anne GRAVELEAU-HARDY, Monsieur Antoine MOULY à Monsieur Xavier COIFFARD.

En application de l'article L. 2121-15 du code général des collectivités territoriales, le Conseil Municipal désigne Madame Natacha CASTIN comme secrétaire de séance.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 8 FÉVRIER 2010

En application de l'article 47 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le procès-verbal de la séance du 8 février 2010 est soumis à la signature des Conseillers Municipaux.

DÉCISIONS PRISES PAR MONSIEUR LE MAIRE EN VERTU DE LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DONNÉE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal prend acte des décisions prises par Monsieur le Maire, en vertu des articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales.

INTERVENTION DE MONSIEUR LE MAIRE SUR LA TAXE PROFESSIONNELLE

Malgré les explications qu'il a pu donner en préambule de la réunion du Conseil Municipal de février dernier, Monsieur le Maire intervient, à nouveau, suite à un Communiqué de Monsieur GUGUEN selon lequel ce dernier affirme une nouvelle fois que la Communauté d'Agglomération du Choletais perdrait, dans le cadre de la réforme de la Taxe Professionnelle, 2 millions d'euros.

Il explique donc, à nouveau, le principe de la compensation de la Taxe Professionnelle et dément cette affirmation. Le dispositif mis en place par la loi des finances concernant la Taxe Professionnelle doit permettre aux Collectivités de percevoir en 2010 le même montant qu'elles ont perçu en 2009 et à partir de 2011 une compensation au moins égale au montant perçu en 2009 par le biais de la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle et si en 2011, cette compensation était inférieure à la somme perçue en 2009, la Collectivité percevrait également le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources. Donc, le dispositif de la loi des finances qui a été voté permet aux Collectivités de ne pas être lésées et de percevoir un montant identique à celui de l'année 2009. Monsieur le Maire tient également à préciser que la clause de "revoyure" ne tient compte que du mode de calcul des montants de la compensation et qu'il ne s'agit donc pas d'une "revoyure" sur les principes de compensation.

1 - COORDINATION GÉNÉRALE, COMMUNICATION, RELATIONS INTERNATIONALES

1.1 - ATELIER D'ANIMATION ET D'INFORMATION - NOUVELLE APPELLATION - MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR - MODIFICATIONS TARIFAIRES 2010

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article 1 – d'autoriser le changement de nom de l'Atelier d'Animation et d'Information renommé "Atelier d'Impression" au regard de son activité principale lié aux travaux d'imprimerie.

Article 2 – d'approuver le nouveau règlement intérieur de cette activité rattachée au Service Pôle Créa / Fabrication de la Direction de la Communication.

Article 3 – d'approuver, à compter du 9 mars 2010, la mise à jour des tarifs de location de matériel audiovisuel mis à disposition des associations choletaises. (*cf. annexe 1*)

1.2 - CONVENTION DE MUTUALISATION DE LA DIRECTION DU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL ENTRE LA VILLE DE CHOLET ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CHOLETAIS - RENOUELEMENT

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article 1 – d'approuver la convention de mise à disposition de la Direction du Centre Technique Municipal de la Ville de Cholet au profit de la Communauté d'Agglomération du Choletais pour trois années à compter du 1^{er} janvier 2010.

Article 2 – d'imputer la recette correspondante sur les crédits inscrits au budget principal.

1.3 - FOURNITURE ET LIVRAISON DE PRODUITS D'ENTRETIEN - ANNEES 2010 A 2014 - PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article 1 – d'approuver le lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert relative à l'acquisition et la fourniture de produits d'entretien avec les caractéristiques suivantes :

Lot n° 1 : Produits de nettoyage éco-responsables

| | |
|------------------------|--------------------------------|
| Montant minimum annuel | 10 000 € HT, soit 11 960 € TTC |
| Montant maximum annuel | 40 000 € HT, soit 47 840 € TTC |

| | |
|--|--------------------------------|
| Lot n° 2 : Produits de lavage vaisselle et linge | |
| Montant minimum annuel | 9 000 € HT, soit 10 764 € TTC |
| Montant maximum annuel | 36 000 € HT, soit 43 056 € TTC |
| Lot n° 3 : Produits aérosols et désodorisants | |
| Montant minimum annuel | 10 000 € HT, soit 11 960 € TTC |
| Montant maximum annuel | 40 000 € HT, soit 47 840 € TTC |
| Lot n° 4 : Produits d'essuyage et divers | |
| Montant minimum annuel | 15 000 € HT, soit 17 940 € TTC |
| Montant maximum annuel | 60 000 € HT, soit 71 760 € TTC |
| Lot n° 5 : Produits pour les sols | |
| Montant minimum annuel | 2 000 € HT, soit 2 392 € TTC |
| Montant maximum annuel | 8 000 € HT, soit 9 568 € TTC |

Article 2 – d'autoriser la signature de ces marchés conclus pour une durée d'un an renouvelable chaque année par reconduction expresse jusqu'au 31 août 2014.

Article 3 – d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au budget principal.

1.4 - ENTRETIEN MENAGER ET NETTOYAGE DE VITRAGE DE DIVERS BATIMENTS COMMUNAUX (2008-2012) - AVENANTS

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article 1 - d'approuver la passation d'avenants aux marchés d'entretien et de nettoyage des vitrages des bâtiments communaux (2008-2012) afin de prévoir, à compter du 1er janvier 2010, la réalisation des prestations pour le nouveau poste de police municipale :

- avenant n°2 au marché d'entretien ménager des bâtiments communaux (2008-2012), conclu avec la société SAMSIC SAS II, pour un coût annuel de 15 239,64 € HT, sans modification des engagements financiers annuels minimum de 58 528,43 € HT (70 000 € TTC) et maximum de 234 113,71 € HT (280 000 € TTC).
- avenant n°1 au marché de nettoyage des vitrages des bâtiments communaux (2008-2012), conclu avec la société SAMSIC SAS II, pour un coût annuel de 248,76 € HT, sans modification des engagements financiers annuels minimum de 16 722,41 € HT (20 000 € TTC) et maximum de 66 889,63 € HT (80 000 € TTC).

Article 2 - d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au budget principal.

2 - RESSOURCES HUMAINES

2.1 - PERSONNEL MUNICIPAL - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article 1 - de supprimer :

- 2 emplois du cadre d'emplois des assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique 18/20^{ème}
- 1 emploi du cadre d'emplois des assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique 9/20^{ème}
- 1 emploi du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux

Article 2 – de créer :

- 1 emploi du cadre d'emplois des assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique 18,50/20^{ème}
- 1 emploi du cadre d'emplois des assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique 20/20^{ème}
- 1 emploi du cadre d'emplois des assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique 10/20^{ème}
- 1 emploi du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux
- 1 emploi de professeur de langues contractuel 4/16^{ème}

Article 3 – d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget principal.

2.2 - PERSONNEL MUNICIPAL - MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article 1 - de fixer le régime indemnitaire indicatif comme détaillé dans les tableaux (*cf. annexe 2*) pour les agents titulaires et non-titulaires de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale.

Article 2 - d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget principal.

Monsieur MOULY entre en séance.

2.3 - INDEMNISATION DE PREJUDICES AU TITRE DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article unique - de verser la somme de 261,66 € respectivement à Madame Christelle CHARRON et à Monsieur Manuel RETAILLEAU, agents de la Police Municipale ayant été agressés le 4 novembre 2008 par Mademoiselle Muriel DRANGUET et Monsieur Marcos GRANDGIRARD dans le cadre de leurs fonctions, conformément à l'obligation faite à la commune par l'article 11 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 qui institue la protection fonctionnelle.

3 - FINANCES ET PATRIMOINE

3.1 - BILAN ANNUEL DES OPERATIONS IMMOBILIERES EFFECTUEES EN 2009

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (39 Pour, 6 Abstentions),

DECIDE

Article unique - d'approuver le bilan annuel des opérations immobilières réalisées en 2009 (cf. annexe 3).

3.2 - LOTISSEMENT LES FRESNES - RETROCESSION DES VOIRIES, ESPACES VERTS ET RESEAUX DIVERS PAR ALPHA TERRAINS

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article 1 - de donner son accord pour la rétrocession gratuite, par la société Alpha Terrains, au profit de la Ville, des parcelles cadastrées section CX n°s 906, 910, 911, 912 et 928, d'une superficie totale de 3 756 m², correspondant aux voiries, espaces verts, réseaux divers et ouvrages communs situés dans le lotissement "Les Frênes", étant précisé que les frais de notaire pour l'établissement de l'acte authentique seront pris en charge par la Ville (cf. annexe 4).

Article 2 - d'accepter le transfert, constaté par procès-verbal, mettant à disposition de la Communauté d'Agglomération du Choletais, les réseaux d'assainissement, d'eau potable et les ouvrages communs afférents, situés dans l'emprise de ces espaces publics.

Article 3 - de classer les voies correspondantes dans le domaine public routier communal.

Article 4 - de solliciter pour cette rétrocession l'exonération des droits de mutation.

Article 5 - d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget principal.

3.3 - AMENAGEMENT D'UNE AIRE DE STATIONNEMENT A LA CUISINE CENTRALE - CONVENTION AVEC LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CHOLETAIS

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article 1 - de rapporter la délibération prise par le Conseil Municipal du 14 décembre 2009, ainsi que la convention pour la prise en charge par la Communauté d'Agglomération du Choletais d'une partie des frais de réalisation de ces travaux, pour un montant de 1 746,76 € TTC.

Article 2 - d'approuver la nouvelle convention prévoyant que la participation de la Communauté d'Agglomération du Choletais s'élèvera à 1 476,33 €.

5 - CULTURE ET ENSEIGNEMENT

5.1 - ÉCOLES PUBLIQUES DU PREMIER DEGRÉ - NOUVEAU RÈGLEMENT DES INSCRIPTIONS

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à la majorité (35 Pour, 4 Abstentions, 6 Contre),

DECIDE

Article unique - d'approuver le nouveau règlement des inscriptions scolaires (*cf. annexe 5*).

5.2 - TARIFS MUNICIPAUX 2010 - EXONERATIONS EXCEPTIONNELLES

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article 1 - de refuser le remboursement de la moitié des droits d'inscription acquittés en septembre 2009, par trois auditeurs adultes du cours de langue des signes proposé par l'Institut Municipal de Langues, l'intervenant ne répondant pas à leurs attentes, soit 116,85 € par élève.

Article 2 - d'accorder, à titre exceptionnel, la gratuité de la mise à disposition de la salle de la Goubaudière, au profit de l'association "Classe 1952", pour la prochaine Assemblée Générale prévue le 2 décembre 2010, suite aux désagréments subis lors de la location de la salle le 3 décembre 2009, représentant un avantage en nature de 381 €.

5.3 - CREATION DU FESTIVAL DE DANSE "EFFERVESCENCE" - CONVENTIONS - DEMANDES DE SUBVENTIONS

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article 1 - de créer le Festival de Danse "Effervescence", dont le rythme sera biennal à compter de la saison artistique 2010/2011, et d'approuver le document de préfiguration présenté par l'association de Création et de Répertoire Chorégraphique (CRC), sur la base du projet artistique établi par Yvann ALEXANDRE.

Article 2 - de conclure une convention de coproduction avec la Communauté d'Agglomération du Choletais et l'Association de Développement Artistique du Jardin de Verre (ADAJ), afin de disposer des moyens humains, techniques et matériels nécessaires à l'organisation du Festival.

Article 3 - de conclure une convention de prestation avec l'association CRC, afin de confier à Yvann ALEXANDRE la mission de Directeur Artistique du Festival.

Article 4 - de solliciter des aides financières aussi élevées que possible auprès de l'Etat, à savoir le Ministère des Affaires Étrangères et la Direction Régionale des Affaires Culturelles des Pays de la Loire, de la Région des Pays de la Loire et du Département de Maine et Loire.

Article 5 - d'approuver le plan prévisionnel de financement (*cf. annexe 6*).

Article 6 - d'imputer les dépenses et d'encaisser les recettes au budget principal.

7 - AMÉNAGEMENT

7.1 - TRAVAUX DE RENOVATION DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC - PROGRAMME 2010-2011 - PROCEDURE ADAPTEE

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article 1 – d'autoriser le lancement de la procédure adaptée relative au programme 2010-2011 de rénovation du réseau d'éclairage public, pour un montant global estimé à 872 000 € TTC.

Article 2 – d'autoriser la signature de ce marché.

Article 3 – d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au budget principal.

7.2 - BATIMENT PREFABRIQUE SITUE DANS LE PARC DE LA HAIE - PERMIS DE DEMOLIR

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article unique – de mandater Monsieur le Maire pour présenter la demande de permis de démolir le bâtiment préfabriqué aujourd'hui inoccupé et devenu vétuste situé dans le Parc de la Haie.

7.3 - GROUPE SCOLAIRE LA BOURIE - REFECTION DE L'ETANCHEITE DE LA TOITURE TERRASSE ET REMPLACEMENT DE LA TOITURE TUILE - DEMANDE DE DECLARATION PREALABLE

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article unique – de mandater Monsieur le Maire pour présenter la demande de déclaration préalable concernant la réfection de l'étanchéité de la toiture terrasse et le remplacement partiel de la toiture de l'école élémentaire du Groupe Scolaire La Bourie.

7.4 - GRUPE SCOLAIRE BUFFON - RECONSTRUCTION DE L'ECOLE ELEMENTAIRE - AVENANT N°1

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article 1 - d'approuver la passation d'un avenant n°1 au marché de travaux pour la reconstruction de l'école élémentaire du groupe scolaire Buffon, conclu avec l'entreprise SOLFAB, ayant pour objet de prévoir :

- la modification de la technique de fondation avec le remplacement de la dalle béton sur terre-plein par une dalle portée et la réalisation de puits jusqu'au bon sol (fondations profondes),
- le complément d'habillage du pignon du préau afin d'améliorer le confort des usagers en limitant les courants d'air,
- la démolition du muret séparatif entre le parking et le futur bâtiment afin de réaliser le bardage extérieur.

Ces modifications qui représentent une plus-value de 33 370,50 € HT (39 911,12 € TTC), ont pour effet de porter le montant du marché de 993 481 € HT (1 188 203,28 € TTC) à 1 026 851,50 € HT (1 228 114,40 € TTC).

Article 2 - d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au budget principal.

7.5 - ARCADES ROUGE - REHABILITATION D'UN CANAL UNITAIRE ET TRAVAUX DE CHEMISAGE - LOT N°3 - AVENANT N°1

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article unique - d'approuver la passation d'un avenant n°1 au marché relatif à la réhabilitation d'un canal unitaire et à des travaux de chemisage dans le cadre de l'opération Arcades Rougé, lot n°3 : chemisage structurant, conclu avec l'entreprise VIDEO INJECTION, ayant pour objet de prendre en compte les quantités supplémentaires de dépôt qui ont dû être nettoyées et les raccordements ou reprises de branchements réalisés, pour un montant une plus-value globale de 4 189,60 € HT (5 010,76 € TTC), ce qui a pour effet de porter le montant du marché de 35 265,38 € HT (42 177,39 € TTC) à 39 454,98 € HT (47 188,16 € TTC).

7.6 - ARCADES ROUGE - MAITRISE D'OEUVRE POUR L'AMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS - AVENANT N°4

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (45 Pour),

DECIDE

Article unique - d'approuver la passation d'un avenant n°4 au marché de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement des espaces publics, dans le cadre de l'opération Arcades Rougé, conclu avec l'équipe représentée par le cabinet LABATUT et composée du cabinet A+ Architecture Méditerranée, des bureaux d'études SUD VRD, EMERGENCE et L'ECHO, ayant pour objet de prévoir la rétrocession d'une partie des honoraires du cabinet LABATUT au bureau d'études SUD VRD, co-traitant, pour un montant de 15 000 € HT, correspondant au suivi des réunions de chantier. Cette modification est sans incidence sur le montant global des honoraires.

INTERVENTION DE MONSIEUR LE MAIRE SUR NUMERICABLE

Monsieur le Maire rappelle la date du 18 mai pour le passage à la télévision numérique.

A ce sujet, il demande personnellement aux Choletais, abonnés au câble, d'écrire à la société Numéricable afin de résilier leur abonnement et de faire opposition auprès de leur banque afin de ne pas régler cette société qui ne respecte pas ses engagements et qui n'a pas l'intention de faire les travaux nécessaires sur le réseau câblé permettant le passage vers le numérique. Il certifie également que les Choletais recevront quasiment les mêmes chaînes et surtout, l'information locale par le biais des autres moyens mis à leur disposition dans le cadre du passage à la télévision numérique.

L'ordre du jour étant épuisé,
la séance est levée.

Le Président
Gilles BOURDOULEIX

Le Secrétaire
Madame Natacha CASTIN

Les Elus Municipaux,
présents à la fin de la séance du 8 mars 2010,

| | | |
|-----------------|---------------|--|
| Michel | MAUDET | |
| Géraldine | DELORME | |
| Marie-Christine | PELLETIER | |
| Michel | CHAMPION | |
| Roselyne | DURAND | |
| Roger | MASSE | |
| Isabelle | LEROY | |
| Jean | LELONG | |
| Florence | DABIN-HERAULT | |
| John | DAVIS | |
| Thierry | ABRAHAM | |
| Colette | LALLEMAND | |
| Yves | CLEDAT | |
| Monique | ARIÑO | |
| Jean-Paul | BREGEON | |
| Simone | POUPARD | |
| Michel | BONNEAU | |
| Anne-Marie | TILLY | |
| Evelyne | HORECKA-PRAS | |
| Jean-Daniel | AUGER | |

Les Elus Municipaux,
présents à la fin de la séance du 8 mars 2010,

| | | |
|-----------------|-----------------|--|
| Catherine | BODET | |
| Frédéric | PAVAGEAU | |
| Marie-Hélène | DUCEPT | |
| Patricia | RIGAUDEAU | |
| Sandrine | RAOUX | |
| François | DEBREUIL | |
| Catherine | CHOTARD | |
| Benoît | MARTIN | |
| Evelyne | CHICHE-GAUVAIN | |
| Olivier | BRACHET | |
| Gilles | ALLINDRE | |
| Gildas | GUGUEN | |
| Philippe | HEURTON | |
| Jean-Pierre | GEINDREAU | |
| Anne | GRAVELEAU-HARDY | |
| Xavier | COIFFARD | |
| Marie-Christine | BOMME | |
| Antoine | MOULY | |
| Françoise | COQUELET | |

| OBJET | UNITE TARIFAIRE | TARIFS 2009 | TARIFS 2010 | DATE D'EFFET | DELIBERATION DE CREATION DE MODIFICATION ET DE REVISION |
|---|--|---|---|--|---|
| <p style="text-align: center;">RELATIONS PUBLIQUES</p> <p>LOCATION DE LA SALLE PAUL VALERY</p> <ul style="list-style-type: none"> . Conférences - réunions sans utilisation d'appareils de projection (présence d'un technicien et forfait nettoyage compris) . Conférences - réunions avec utilisation d'appareils de projection, films ou autres (présence d'un technicien et forfait nettoyage compris) <p><i>Exonération des droits de location pour les associations et organismes à but non lucratif (dans le cadre de partenariats avec la Ville), dont le siège ou une antenne est sur Cholet, qui devront cependant acquitter un forfait pour la mise à disposition d'un technicien et d'un agent chargé du nettoyage</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Manifestations à entrées non payantes - Manifestations à entrées payantes | <p>Forfait</p> <p>Forfait</p> <p>Forfait</p> <p>Forfait</p> | <p>268,00 €</p> <p>363,00 €</p> <p>84,50 €</p> <p>164,50 €</p> | <p>275,00 €</p> <p>370,00 €</p> <p>87,00 €</p> <p>169,00 €</p> | <p>01/01/2010</p> <p>01/01/2010</p> <p>01/01/2010</p> <p>01/01/2010</p> | <p style="text-align: center;">Dél. C.M. 14.12.2009</p> |

TARIFICATION DU PRET DE MATERIEL AUX ASSOCIATIONS CHOLETAISES

MATERIEL DE SONORISATION

| | | | | | |
|--|------------|---------|----------|------------|----------------------|
| . Sono 2x400 w (ampli + 2 enceintes + table de mixage) | la journée | 85,00 € | 72,50 € | 09/03/2010 | Dél. C.M. 08.03.2010 |
| . Sono 2x100 w (ampli + 2 enceintes + table de mixage) | la journée | 53,00 € | 40,00 € | 09/03/2010 | Dél. C.M. 08.03.2010 |
| . Ensemble sono portative pour voiture, y compris haut-parleur | la journée | 11,00 € | supprimé | 01/01/2010 | Dél. C.M. 14.12.2009 |
| . Ampli 2 x 50 w et enceintes HI-FI | la journée | 18,00 € | supprimé | 01/01/2010 | Dél. C.M. 14.12.2009 |
| . Platine cassette en-platine-laser-CD | la journée | 10,50 € | 10,80 € | 09/03/2010 | Dél. C.M. 08.03.2010 |
| . Lecteur CD | la journée | | 12,00 € | 01/01/2010 | Dél. C.M. 14.12.2009 |
| . Pied de micro | la journée | | 3,00 € | 01/01/2010 | Dél. C.M. 14.12.2009 |
| . Micro H.F. | la journée | 26,50 € | 27,30 € | 01/01/2010 | Dél. C.M. 14.12.2009 |
| . Microphone | la journée | 9,00 € | 9,00 € | 01/01/2009 | Dél. C.M. 08.12.2008 |
| . Enceinte asservie 200 w | la journée | | 30,00 € | 01/01/2010 | Dél. C.M. 14.12.2009 |
| . Platine vinyle (disque) | la journée | | 20,00 € | 01/01/2010 | Dél. C.M. 14.12.2009 |
| . Enceinte asservie 250 w | la journée | 32,00 € | 33,00 € | 01/01/2010 | Dél. C.M. 14.12.2009 |
| . Table de mixage sono | la journée | | 20,00 € | 01/01/2010 | Dél. C.M. 14.12.2009 |
| . Table de mixage DJ | la journée | | 15,00 € | 01/01/2010 | Dél. C.M. 14.12.2009 |

MATERIEL PHOTO

| | | | | | |
|--|------------|---------|----------|------------|----------------------|
| . Projecteur de diapositives | la journée | 16,00 € | 16,50 € | 01/01/2010 | Dél. C.M. 14.12.2009 |
| . Ensemble fondu enchainé (synchro magnéto-cassette-2-projecteurs type 2000 Carrousel) | la journée | 53,00 € | 45,00 € | 09/03/2010 | Dél. CM 08/03/2010 |
| . Ecran | la journée | 16,00 € | 16,50 € | 01/01/2010 | |
| . Rétroprojecteur | la journée | 10,50 € | supprimé | 01/01/2010 | |

MATERIEL VIDEO

| | | | | | |
|----------------------|------------|---------|----------|------------|----------------------|
| . Caméscope VHS | la journée | 26,50 € | supprimé | 01/01/2010 | Dél. C.M. 14.12.2009 |
| . Vidéo-projecteur | la journée | 53,00 € | 40,00 € | 01/01/2010 | |
| . Combiné TV Magnéto | la journée | 26,50 € | 27,30 € | 01/01/2010 | |
| . Lecteur DVD | la journée | 10,50 € | 15,00 € | 01/01/2010 | |

REGIME INDEMNITAIRE

FILIERE ADMINISTRATIVE

| GRADE | FONCTION | Régime indemnitaire | Montant mensuel indicatif de référence en € hors prime de responsabilité |
|-----------------------|--------------------------------|---|--|
| Administrateur | Directeur Général des Services | Prime de rendement (en % de l'IM 783) | 649,34 |
| | | IFTS | 920,25 |
| Directeur territorial | Directeur Général des Services | Prime de responsabilité (en % du traitement indiciaire) | 15 % du TI |
| | | IFTS 1ère catégorie | 975,91 |
| | | IEMC | 373,50 |
| | | Prime de responsabilité (en % du traitement indiciaire) | 15 % du TI |
| | | IFTS 1ère catégorie | 975,91 |
| | | IEMC | 373,50 |
| Attaché principal | Directeur Général Adjoint | IFTS 1ère catégorie | 975,91 |
| | | IEMC | 343,01 |
| | | IFTS 1ère catégorie | 975,91 |
| | | IEMC | 24,01 |
| | | IFTS 1ère catégorie | 800,00 |
| | | IEMC | 124,50 |
| Attaché territorial | Directeur | IFTS 2ème catégorie | 715,57 |
| | | IEMC | 234,39 |
| | | IFTS 2ème catégorie | 715,57 |
| | | IEMC | 34,42 |
| | | IFTS 2ème catégorie | 500,00 |
| | | IEMC | |
| Rédacteur chef | Responsable de secteur | IFTS 3ème catégorie | 556,95 |
| | | IEMC | |
| | | IFTS 3ème catégorie | 299,46 |
| Rédacteur chef | Responsable d'activité | IFTS 3ème catégorie | 299,46 |
| | | IEMC | |
| | | IFTS 3ème catégorie | |

| GRADE | FONCTION | Régime indemnitaire | Montant mensuel indicatif de référence en € hors prime de responsabilité |
|---|--|-----------------------------------|--|
| Rédacteur principal | Chef de service | IFTS 3ème catégorie IEMC | 556,95 |
| | Responsable d'activité | IFTS 3ème catégorie IEMC | 299,46 |
| Rédacteur territorial | Chef de service <i>supérieur au 1ère échelon</i> | IAT 1ère catégorie B IEMC | 390,51 |
| | Chef de service <i>supérieur au 2ème échelon</i> | IFTS 3ème catégorie IEMC | 165,64 |
| | Responsable d'activité <i>supérieur au 1ère échelon</i> | IAT 1er grade catégorie B IEMC | 299,71 |
| | Responsable d'activité <i>supérieur au 2ème échelon</i> | IFTS 3ème catégorie IEMC | 299,82 |
| Adjoint administratif principal 1ère classe | | IAT échelle 6 IEMC | 56,97 |
| | Secrétaire de direction | IAT échelle 6 IEMC | 65,10 |
| | Responsable d'activité | IAT échelle 6 IEMC | 110,50 |
| | | IAT échelle 5 IEMC | 56,94 |
| Adjoint administratif principal 2ème classe | Secrétaire de direction | IAT Echelle 5 IEMC | 65,07 |
| | Responsable d'activité | IAT Echelle 5 IEMC | 110,48 |
| | | IAT Echelle 4 IEMC | 56,93 |
| | | IAT Echelle 4 IEMC | 65,06 |
| Adjoint administratif 1ère classe | Responsable d'activité | IEMC IAT Echelle 4 | 110,49 |
| | | IAT échelle 3 IEMC | 56,92 |
| | Secrétaire de direction | IAT Echelle 3 IEMC | 65,05 |
| | | IEMC | |

IEMC = Indemnité d'Exercice de Missions des Communes ; ISS = Indemnité Spécifique de Service ; IFTS = Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires ; IAT = Indemnité d'Administration et de Technicité ; PTF = Prime de Technicité Forfaitaire.

REGIME INDEMNITAIRE

FILIERE ANIMATION

| GRADE | FONCTION | Régime indemnitaire | Montant mensuel indicatif de référence en € hors prime de responsabilité |
|--|--|------------------------------------|--|
| Animateur principal | Responsable d'activité | IFIS 3ème catégorie IEMC | 299,46 |
| | Responsable d'activité <i>inférieur au 6ème échelon</i> | IAT 1ère grade catégorie B IEMC | 299,71 |
| Animateur | Responsable d'activité <i>supérieur au 5ème échelon</i> | IFIS 3ème catégorie IEMC | 299,82 |
| | Responsable accueil périscolaire | IAT Echelle 6 IEMC | 57,01 |
| Adjoint d'animation principal de 1ère classe | Directeur d'accueil de loisirs | IAT Echelle 6 IEMC | 117,68 |
| | Agent travaillant auprès des enfants | IAT Echelle 6 IEMC | 142,12 |
| | Agent travaillant auprès des enfants | IAT Echelle 6 IEMC | 67,27 |
| | Agent travaillant auprès des enfants | IAT Echelle 5 IEMC | 57,01 |
| Adjoint d'animation principal de 2ème classe | Responsable accueil périscolaire | IAT Echelle 5 IEMC | 117,69 |
| | Directeur d'accueil de loisirs | IAT Echelle 5 IEMC | 141,75 |
| | Agent travaillant auprès des enfants | IAT Echelle 5 IEMC | 67,26 |
| | Agent travaillant auprès des enfants | IAT Echelle 5 IEMC | 67,26 |

| | | | |
|------------------------------------|---------------|--------|--|
| Adjoint d'animation de 1ère classe | IAT Echelle 4 | 56,98 | |
| | IEMC | | |
| | IAT Echelle 4 | 117,69 | |
| | IEMC | | |
| | IAT Echelle 4 | 141,68 | |
| | IEMC | | |
| Adjoint d'animation de 2ème classe | IAT Echelle 4 | 67,26 | |
| | IEMC | | |
| | IAT Echelle 3 | 56,92 | |
| | IEMC | | |
| | IAT Echelle 3 | 117,70 | |
| | IEMC | | |
| | IAT Echelle 3 | 141,57 | |
| | IEMC | | |
| | IAT Echelle 3 | 67,22 | |
| | IEMC | | |
| | | | |
| | | | |

IEMC = Indemnité d'Exercice de Missions des Communes ; ISS = Indemnité Spécifique de Service ; IFTS = Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires ; IAT = Indemnité d'Administration et de Technicité ; PTF = Prime de Technicité Forfaitaire.

REGIME INDEMNITAIRE

FILIERE CULTURELLE

| GRADE | FONCTION | Régime indemnitaire | Montant mensuel indicatif de référence en € hors prime de responsabilité |
|--|--|---|--|
| Conservateur chef du patrimoine | Directeur des Musées | Indemnité scientifique conservateur du patrimoine | 251,40 |
| | | Indemnité de sujétion spéciale | 547,80 |
| Conservateur du patrimoine | Chef de service | Indemnité scientifique conservateur du patrimoine | 263,33 |
| | | Indemnité de sujétion spéciale | 360,40 |
| Conservateur en chef des bibliothèques | Chef de service | Indemnité spéciale conservateur des bibliothèques | 790,57 |
| | | Indemnité spéciale conservateur des bibliothèques | 438,87 |
| Attaché de conservation du patrimoine | Chef de service | IFTS 2ème catégorie | 715,57 |
| | | Prime de technicité forfaitaire | 34,41 |
| | | IFTS 2ème catégorie | 500,00 |
| | | Prime de technicité forfaitaire | |
| | | IFTS 2ème catégorie | 299,64 |
| Bibliothécaire | Responsable de secteur | Prime de technicité forfaitaire | |
| | | IFTS 2ème catégorie | 500,00 |
| | | Prime de technicité forfaitaire | |
| Assistant qualifié de conservation hors classe | Responsable d'activité ou responsable de secteur | IFTS 3ème catégorie | 299,46 |
| | | Prime de technicité forfaitaire | |
| | | IFTS 3ème catégorie | 299,46 |
| Assistant qualifié de conservation 1ère classe | Responsable de secteur ou responsable d'activité | Prime de technicité forfaitaire | |
| | | IFTS 3ème catégorie | 299,46 |

| GRADE | FONCTION | Régime indemnitaire | Montant mensuel indicatif de référence en € hors prime de responsabilité |
|--|--|--|--|
| Assistant qualifié de conservation 2ème classe | Responsable d'activité ou de secteur inférieur au 6ème échelon | IAT 1er grade catégorie B | 299,71 |
| | Responsable d'activité ou de secteur supérieur au 3ème échelon | Prime de technicité forfaitaire IFTS 3ème catégorie | 299,82 |
| Assistant de conservation hors classe | Responsable d'activité | Prime de technicité forfaitaire IFTS 3ème catégorie | 299,82 |
| | Responsable d'activité inférieur au 6ème échelon | Prime de technicité forfaitaire IFTS 3ème catégorie | 299,82 |
| Assistant de conservation 2ème classe | Responsable d'activité supérieur au 3ème échelon | Prime de technicité forfaitaire | 299,82 |
| | Responsable d'activité | IAT Echelle 6 | 108,13 |
| Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe | Agent Bibliobus | Prime de sujétion spéciale IAT Echelle 6 | 56,93 |
| | Agent Bibliobus | Prime de sujétion spéciale IAT Echelle 6 | 108,13 |
| Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe | Agent Bibliobus | Prime de sujétion spéciale IAT Echelle 5 | 56,94 |
| | Agent Bibliobus | Prime de sujétion spéciale IAT Echelle 5 | 108,13 |
| Adjoint du patrimoine de 1ère classe | Agent Bibliobus | Prime de sujétion spéciale IAT Echelle 4 | 56,94 |
| | Agent Bibliobus | Prime de sujétion spéciale IAT Echelle 4 | 108,13 |
| Adjoint du patrimoine 2ème classe | Agent Bibliobus | Prime de sujétion spéciale IAT Echelle 3 | 56,92 |
| | Agent Bibliobus | Prime de sujétion spéciale IAT Echelle 3 | 103,01 |
| Professeur d'enseignement artistique hors classe | Chef de service | IFTS 1ère catégorie | 300,00 |
| | Enseignants de l'IMI | Indemnité de suivi et orientation des élèves | 749,98 |
| Assistant spécialisé d'enseignement artistique | Assistant d'enseignement artistique | Indemnité de suivi et orientation (fixe) | 99,42 |
| | Assistant d'enseignement artistique | Indemnité de suivi et orientation (fixe) | 99,42 |

EMC = Indemnité d'Exercice de Missions des Communes ; ISS = Indemnité Spécifique de Service ; IFTS = Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires ; IAT = Indemnité d'Administration et de Technicité ; PTF = Prime de Technicité Forfaitaire.

REGIME INDEMNITAIRE

FILIERE POLICE MUNICIPALE

| GRADE | FONCTION | Régime indemnitaire | Montant mensuel indicatif de référence en € hors prime de responsabilité |
|--|---------------|---|--|
| Chef de service de police municipale de classe exceptionnelle | Chef de poste | Indemnité spéciale de fonction (% du traitement indiciaire) | 22% du Traitement Indiciaire |
| Chef de service de police municipale de classe supérieure | Chef de poste | Indemnité spéciale de fonction (% du traitement indiciaire) | 22% du Traitement Indiciaire |
| Chef de service de police municipale de classe normale au delà du 5ème échelon | Chef de poste | Indemnité spéciale de fonction (% du traitement indiciaire) | 22% du Traitement Indiciaire |
| Chef de service de police municipale de classe normale jusqu'au 6ème échelon | Chef de poste | Indemnité spéciale de fonction (% du traitement indiciaire) | 22% du Traitement Indiciaire |
| | | IAT | Pour prime de responsabilité |
| | | | 18 % du Traitement Indiciaire |
| Chef de police municipale | | Indemnité spéciale de fonction | Pour prime de responsabilité |
| | | IAT | 119,83 |
| | | IAT | |
| Brigadier-chef principal | | Indemnité spéciale de fonction | 18 % du Traitement Indiciaire |
| | | Indemnité spéciale de fonction | 18 % du Traitement Indiciaire |
| | | IAT | Pour prime de responsabilité |
| Brigadier | | Indemnité spéciale de fonction | 18 % du Traitement Indiciaire |
| | | IAT | 119,83 |
| | | IAT | |
| Gardien de police municipale | | Indemnité spéciale de fonction | 18 % du Traitement Indiciaire |
| | | Indemnité spéciale de fonction | 18 % du Traitement Indiciaire |
| | | IAT | Pour prime de responsabilité |
| | | IAT | 119,85 |
| | | Indemnité spéciale de fonction | 18 % du Traitement Indiciaire |

IEMC = Indemnité d'Exercice de Missions des Communes ; ISS = Indemnité Spécifique de Service ; IPTS = Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires ; IAT = Indemnité d'Administration et de Technicité ; PTF = Prime de Technicité Forfaitaire.

REGIME INDEMNITAIRE

FILIERE SPORTIVE

| GRADE | FONCTION | Régime indemnitaire | Montant mensuel indicatif de référence en € hors prime de responsabilité |
|---|------------------------|----------------------------------|--|
| Conseiller principal 1ère classe | Chef de service | Indemnité de sujétions spéciales | 405,00 |
| | Chargé de mission | Indemnité de sujétions spéciales | 299,97 |
| Conseiller principal 2ème classe | Chef de service | Indemnité de sujétions spéciales | 405,00 |
| | Chargé de mission | Indemnité de sujétions spéciales | 299,97 |
| Conseiller activités physiques et sportives | Chef de service | Indemnité de sujétions spéciales | 405,00 |
| | Chargé de mission | Indemnité de sujétions spéciales | 299,97 |
| Educateur APS hors classe | | IFTS 3ème catégorie | 88,13 |
| | | IEMC | |
| | Responsable d'activité | IFTS 3ème catégorie | 299,46 |
| | | IEMC | |
| | Chef de service | IFTS 3ème catégorie | 556,95 |
| | | IEMC | |
| Educateur APS 1ère classe | | IFTS 3ème catégorie | 88,13 |
| | | IEMC | |
| | Responsable d'activité | IFTS 3ème catégorie | 299,46 |
| | | IEMC | |
| | Chef de service | IFTS 3ème catégorie | 556,95 |
| | | IEMC | |
| Educateur APS 2ème classe à partir du 6ème échelon | | IFTS 3ème catégorie | 88,13 |
| | | IEMC | |
| | Responsable d'activité | IFTS 3ème catégorie | 299,46 |
| | | IEMC | |
| | Chef de service | IFTS 3ème catégorie | 556,95 |
| | | IEMC | |
| Educateur APS 2ème classe inférieur ou égal au 5ème échelon | | IAT | 88,16 |
| | | IEMC | |
| | Responsable d'activité | IAT | 299,71 |
| | | IEMC | |
| | Chef de service | IAT | 390,51 |
| | | IEMC | 165,64 |

IEMC = Indemnité d'Exercice de Missions des Communes ; ISS = Indemnité Spécifique de Service ; IFTS = Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires ; IAT = Indemnité d'Administration et de Technicité ; PTF = Prime de Technicité Forfaitaire.

REGIME INDEMNITAIRE

FLIERE MEDICO-SOCIALE

| GRADE | FONCTION | Régime indemnitaire | Montant mensuel indicatif de référence en € hors prime de responsabilité |
|------------------------------------|--|---|--|
| Puéricultrice classe supérieure | Directeur de crèche | Prime de service | 208,90 |
| | | Prime encadrement | 91,22 |
| | | Prime spécifique mensuelle | |
| | | Indemnité sujétion spéciale | Pour prime de responsabilité |
| Puéricultrice classe normale | Directeur de crèche | Prime de service | 208,68 |
| | | Prime encadrement | 91,22 |
| | | Prime spécifique mensuelle | |
| | | Indemnité sujétion spéciale | Pour prime de responsabilité |
| Infirmier classe supérieure | Adjoint au directeur de crèche ou sans fonction particulière | Prime de service | 183,73 |
| | | Prime de service | 300,41 |
| | | Indemnité sujétion spéciale | Pour prime de responsabilité |
| Infirmier classe normale | Adjoint au directeur de crèche ou sans fonction particulière | Prime de service | 183,57 |
| | | Prime de service | 299,89 |
| | | Indemnité sujétion spéciale | Pour prime de responsabilité |
| Assistant socio-éducatif principal | Responsable d'activité | EMC | |
| | | Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires | 299,69 |
| | | | |

| GRADE | FONCTION | Régime indemnitaire | Montant mensuel indicatif de référence en € hors prime de responsabilité |
|-------------------------------|------------------------|---|--|
| Assistant socio-éducatif | | IEMC | |
| | | Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires | 183,02 |
| Reéducateur classe supérieure | Responsable d'activité | Prime de service | 299,98 |
| | | Indemnité de sujétion spéciale | Pour prime de responsabilité |
| Réducateur classe normale | Responsable d'activité | Prime de service | 299,89 |
| | | Indemnité de sujétion spéciale | Pour prime de responsabilité |

| GRADE | FONCTION | Régime indemnitaire | Montant mensuel indicatif de référence en € hors prime de responsabilité |
|---|--|--|--|
| Éducateur chef de jeunes enfants | Adjoint au directeur de crèche ou sans fonction particulière | Prime de service Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires | 177,99 |
| | Directeur de crèche | Prime de service Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires | 300,49 |
| Éducateur principal de jeunes enfants | Adjoint au directeur de crèche ou sans fonction particulière | Prime de service Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires | 178,38 |
| | Directeur de crèche | Prime de service Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires | 300,10 |
| Éducateur de jeunes enfants | Adjoint au directeur de crèche ou sans fonction particulière | Supplémentaires Prime de service Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires | 152,92 |
| | Directeur de crèche | Supplémentaires Prime de service Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires | 299,55 |
| Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe | | Prime de service | 34,14 |
| Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe | | Indemnité de sujétion spéciale | |
| | | Prime de service | 31,51 |
| Auxiliaire de puériculture de 1ère classe | | Indemnité de sujétion spéciale | |
| | | Prime de service | 30,45 |
| Auxiliaire de puériculture de 2ème classe | | Indemnité de sujétion spéciale | |
| | | Prime de service | 29,81 |

| GRADE | FONCTION | Régime indemnitaire | Montant mensuel indicatif de référence en € hors prime de responsabilité |
|---------------------------------------|--------------------------------------|-----------------------|--|
| Agent social principal de 1ère classe | | IAT Echelle 6 IEMC | 56,93 |
| Agent social principal de 2ème classe | | IAT Echelle 5 IEMC | 56,94 |
| Agent social de 1ère classe | | IAT Echelle 4 IEMC | 56,98 |
| Agent social de 2ème classe | | IAT Echelle 3 IEMC | 57,00 |
| ATSEM principal de 1ère classe | Agent travaillant auprès des enfants | IAT Echelle 6 IEMC | 67,27 |
| ATSEM principal de 2ème classe | Agent travaillant auprès des enfants | IAT Echelle 5 IEMC | 67,26 |
| ATSEM 1ère classe | Agent travaillant auprès des enfants | IAT Echelle 4 IEMC | 67,37 |
| ATSEM 2ème classe | Agent travaillant auprès des enfants | IAT Echelle 3 IEMC | 67,31 |
| | | IAT Echelle 3 IEMC | 56,92 |

REGIME INDEMNITAIRE

FILIERE TECHNIQUE

| GRADE | FONCTION | Régime indemnitaire | Montant mensuel indicatif de référence en € hors prime de responsabilité |
|-------------------------------------|--|-----------------------------------|--|
| Ingénieur en chef de classe normale | Directeur Général des Services Techniques | ISS | 1 752,10 |
| | Directeur | Prime service et rendement ISS | 239,08 1 419,13 |
| Ingénieur principal | Directeur Général des Services Techniques | Prime service et rendement ISS | 239,08 |
| | | Prime service et rendement | 1 517,27 |
| | Directeur | Prime service et rendement ISS | 469,50 1 187,96 |
| | | Prime service et rendement | 469,50 |
| | Chef de service | Prime service et rendement ISS | 1 153,77 |
| | | Prime service et rendement | 78,25 |
| Chargé de mission | Prime service et rendement ISS | 740,54 | |
| Ingénieur supérieur au 6ème échelon | Directeur | Prime service et rendement ISS | 854,19 |
| | | Prime service et rendement | 276,50 |
| | Chef de service | Prime service et rendement ISS | 721,26 |
| | | Prime service et rendement | 197,50 |
| | Chargé de mission | Prime service et rendement ISS | 740,60 |
| | | Prime service et rendement | - |
| Ingénieur inférieur au 7ème échelon | Directeur | Prime service et rendement ISS | 854,19 |
| | | Prime service et rendement | 276,50 |
| | Chef de service | Prime service et rendement ISS | 721,18 |
| | | Prime service et rendement | 197,50 |
| Chargé de mission | Prime service et rendement ISS | 740,54 | |
| Technicien supérieur chef | Chef de service ou Chargé de mission ou Responsable d'activité | Prime service et rendement ISS | 510,98 |
| | | Prime service et rendement | 116,67 |
| Technicien supérieur principal | Chef de service ou Chargé de mission ou Responsable d'activité | Prime service et rendement ISS | 468,96 |
| | | Prime service et rendement | 110,83 |

| GRADE | FONCTION | Régime indemnitaire | Montant mensuel indicatif de référence en € hors prime de responsabilité |
|---------------------------------|--|----------------------------------|--|
| Technicien supérieur | Chef de service ou Charge de mission ou Responsable d'activité | ISS | 330,95 |
| | | Prime service et rendement | 84,17 |
| Contrôleur de travaux en chef | Chef de service | ISS | 444,85 |
| | | Prime service et rendement | 112,42 |
| | ISS | 210,97 | |
| | Prime service et rendement | 112,42 | |
| | ISS | 163,91 | |
| | Prime service et rendement | 112,42 | |
| Contrôleur de travaux principal | Chef de service | ISS | 449,66 |
| | | Prime service et rendement | 107,42 |
| | ISS | 211,02 | |
| | Prime service et rendement | 107,42 | |
| | ISS | 163,96 | |
| | Prime service et rendement | 107,42 | |
| Contrôleur de travaux | Chef de service | ISS | 232,97 |
| | | Prime service et rendement | 82,17 |
| | ISS | 210,69 | |
| | Prime service et rendement | 82,17 | |
| | ISS | 166,14 | |
| | Prime service et rendement | 82,17 | |
| Agent de maîtrise principal | Chef d'ateliers ou responsable d'activité | IAT espace indiciaire spécifique | 286,47 |
| | | HEMC | |
| | Surveillant de travaux ou dessinateur-projeteur ou dessinateur | IAT espace indiciaire spécifique | 241,77 |
| | | HEMC | |
| | Contremaître ou responsable de site scolaire | IAT espace indiciaire spécifique | 158,47 |
| | | HEMC | |
| | Adjoint contremaître | IAT espace indiciaire spécifique | 99,35 |
| | | HEMC | |
| | Chef d'équipe | IAT espace indiciaire spécifique | 74,77 |
| | | HEMC | |
| | Chef d'équipe = travail auprès des enfants | IAT espace indiciaire spécifique | 81,84 |
| | | HEMC | |

| GRADE | FONCTION | Régime indemnitaire | Montant mensuel indicatif de référence en € hors prime de responsabilité |
|--|---|---------------------|--|
| Agent de maîtrise | | IAT échelle 5 | 57,36 |
| | | IEMC | |
| | Surveillant de travaux ou dessinateur-projeteur | IAT échelle 5 | 220,50 |
| | | IEMC | |
| | Contremaître ou responsable de site scolaire | IAT échelle 5 | 151,10 |
| | | IEMC | |
| | Adjoint contremaître | IAT échelle 5 | 99,58 |
| | | IEMC | |
| | Chef d'équipe | IAT échelle 5 | 71,46 |
| | | IEMC | |
| | Chef d'équipe + travail auprès des enfants | IAT échelle 5 | 81,84 |
| | | IEMC | |
| Adjoint technique principal de 1ère classe | Agent travaillant auprès des enfants | IAT échelle 6 | 66,42 |
| | | IEMC | |
| | | IAT échelle 6 | 86,57 |
| | | IEMC | |
| | Responsable d'activités ou dessinateur | IAT échelle 6 | 220,48 |
| | | IEMC | |
| | Contremaître | IAT échelle 6 | 152,80 |
| | | IEMC | |
| | Adjoint contremaître | IAT échelle 6 | 97,47 |
| | | IEMC | |
| | Chef d'équipe | IAT échelle 6 | 69,95 |
| | | IEMC | |
| | Chef d'équipe + travail auprès des enfants | IAT échelle 6 | 80,33 |
| | | IEMC | |

| GRADE | FONCTION | Régime indemnitaire | Montant mensuel indicatif de référence en € hors prime de responsabilité |
|--|--|--------------------------------|--|
| Adjoint technique principal de 2ème classe | Agent travaillant auprès des enfants | IAT échelle 5 IEMC | 66,33 |
| | | IAT échelle 5 IEMC | 55,96 |
| | Responsable d'activité ou dessinateur | IAT échelle 5 IEMC | 205,54 |
| | Adjoint contremaître | IAT échelle 5 IEMC | 97,36 |
| | Chef d'équipe | IAT échelle 5 IEMC | 69,32 |
| | Chef d'équipe + travail auprès des enfants | IAT échelle 5 IEMC | 79,68 |
| | Contremaître | IAT échelle 5 IEMC | 151,10 |
| | | IAT échelle 4 IEMC | 55,94 |
| | | IAT échelle 4 IEMC | 195,34 |
| | | IAT échelle 4 IEMC | 95,36 |
| Adjoint technique 1ère classe | Responsable d'activité ou dessinateur | IAT échelle 4 IEMC | 64,29 |
| | Adjoint contremaître | IAT échelle 4 IEMC | 74,30 |
| | Chef d'équipe | IAT échelle 4 IEMC | 66,33 |
| | Chef d'équipe + travail auprès des enfants | IAT échelle 4 IEMC | 109,75 |
| | Agent travaillant auprès des enfants | IAT échelle 4 IEMC | 55,96 |
| | Responsable d'activité ou dessinateur | IAT échelle 3 IAT échelle 3 | 63,93 |
| | Chef d'équipe | IAT échelle 3 IAT échelle 3 | 95,33 |
| | Adjoint au contremaître | IAT échelle 3 IAT échelle 3 | 74,28 |
| | Chef d'équipe + travail auprès des enfants | IAT échelle 3 IAT échelle 3 | 66,24 |
| | Agent travaillant auprès des enfants | IAT échelle 3 IAT échelle 3 | |

IEMC = Indemnité d'Exercice de Missions des Communes ; ISS = Indemnité Spécifique de Service ; IFTS = Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires ; IAT = Indemnité d'Administration et de Technicité ; PTF = Prime de Technicité Forfaitaire.

**TABLEAU DES CESSIIONS IMMOBILIERES OPEREES EN 2009
PAR LA VILLE DE CHOLET**

| Date de la Délibération du Conseil Municipal | Date de l'acte | DÉSIGNATION DU BIEN | LOCALISATION | SUPERFICIE | REF. CADASTRALE | IDENTITE DE L'ACQUEREUR | NATURE ET OBJET DE LA TRANSACTION | CONDITIONS DE LA CESSIION | MONTANT |
|--|----------------|---|-----------------------------------|------------|--------------------|--|--|---------------------------|--------------|
| 10/09/07 | 28/01/09 | Terrain | 3 place du 77ème RI | 30 m² | AT n° 889 | M. Olivier POUSSIN | Cession de l'emprise d'une terrasse couverte | 140 €/m² | 4 200,00 € |
| 15/09/08 | 22 et 28/01/09 | Piétonnier | Square de Loches | 125 m² | DL n° 479 | Mme Laurence BRUN-BARONNAT | Cession d'une partie d'un chemin piétonnier | 22 €/m² | 2 750,00 € |
| 08/12/08 | 10/03/09 | Ancien logement de fonction d'instituteur | 7 rue des Orfèvres | 361 m² | DK n° 664 | M. Julien DULAU | Cession d'un immeuble d'habitation | / | 107 000,00 € |
| 08/12/08 | 17/03/09 | Immeuble | 18 rue de la Caillère | 296 m² | BX n° 322 | SARL Savonnerie GONNORD | Cession d'immeuble | / | 87 200,00 € |
| 12/01/09 | 26/03/09 | Ancien logement de fonction du gardien de la salle de sport | 3 rue de Chambord | 324 m² | DL n° 482 | M. Cédric CHARLOT et Mlle Marie JALLET | Cession d'un immeuble d'habitation | / | 126 000,00 € |
| 15/09/08 | 03/04/09 | Terrain | 1 avenue des Calins | 140 m² | AD n° 669 | SCI SEBABELLE (Boulangerie TRAVERS) | Cession de terrain | 135 €/m² | 18 900,00 € |
| 21/04/08 | 10/04/09 | Terrain | Aérodrome - rue Charles Lindbergh | 161 m² | CM n° 89 - 90 - 93 | M. Michel GAIGNARD | Cession de terrain en vue de l'édification d'un garage pour avion | 23 €/m² | 3 703,00 € |
| 11/05/09 | 25/09/09 | Terrain | Rue des Céramistes | 1 130 m² | DM n° 372 | SEVRE LOIRE HABITAT | Cession gratuite de l'emprise de 33 garages construits par SLH | / | 0,00 € |
| 09/03/09 | 25/09/09 | Terrain | Lieu-dit " La Pochetière " | 2 658 m² | CY n° 60-471-472 | APAECHE | Cession d'un immeuble d'habitation (Création d'un foyer d'accueil pour enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance) | / | 370 000,00 € |

8 cessions pour un montant total de 719 753 €
1 cession à titre gratuit

**TABEAU DES ACQUISITIONS IMMOBILIERES OPEREES EN 2009
PAR LA VILLE DE CHOLET**

| Date de la Délibération du Conseil Municipal | Date de l'acte | DESIGNATION DU BIEN | LOCALISATION | Superficie m ² | REF. CADASTRALE SUPERFICIE | IDENTITE DU CEDANT | NATURE ET OBJET DE LA TRANSACTION | CONDITIONS DE L'ACQUISITION | MONTANT |
|--|----------------|---------------------|---|---------------------------|---------------------------------------|--|---|---|--------------|
| 12/11/07 | 12/02/09 | Terrains | ZAC des Bois Lavau (secteur des Hauts des Bois Lavau) | 20 025 m ² | DW n° 213-284-359-386-391 | SODEMEL | Rétrocession des voiries et réseaux divers | / | 0,00 € |
| 21/04/08 | 13/02/09 | Terrain | 2 rue des Hurtaudières | 9 m ² | CZ n° 1337 | M. Charles DEVINEAU | Parcelle sur laquelle est situé un poteau électrique; acquisition dans le cadre d'une demande d'alignement de voirie | / | 0,00 € |
| 09/07/07 | 24/02/09 | Terrain | Carrefour rue de St André et rue de St Servan | 273 m ² | AL n° 392 - AL n° 490 | Conseil Général De Maine et Loire | Modification du carrefour situé à l'intersection des deux rues | Euro symbolique | 1,00 € |
| 08/11/04 | 23/02/09 | Immeuble | (American Café) Mail II - avenue de l'Abreuvoir | 9 491 m ² | AH n° 357 - AH n° 486 | M. BUFFARD et Mme MORTREUIL | Acquisition d'un immeuble dans le cadre de la réhabilitation de l'ensemble immobilier Mail 2 | | 60 000,00 € |
| 08/12/08 | 07/04/09 | Terrain | 42 rue du Commerce | 1 m ² | AB n° 604 | SCI MTS (M. David BARON) | Acquisition de terrain dans le cadre de la construction du poste de police municipale | / | 0,00 € |
| 13/10/08 | 08/04/09 | Terrain | Etang des Noues - lieu-dit "Les Renfermés" | 12 013 m ² | EN n° 233 | Consorts MARCENAT | Création d'un parking et assainissement autonome pour le centre de loisirs maternels | 0,32 €/m ² | 3 835,00 € |
| 15/06/09 | 15/05/09 | Terrain | ZAC Val de Moine | 26 725 m ² | CY n° 17 - 734 - 737 - 738 | Consorts DURAND | Acquisition de terrains dans le cadre de l'aménagement de la ZAC du Val de Moine | 6 €/m ² + indemnité de remploi | 177 385,00 € |
| 08/12/08 | 25/09/09 | Terrain | ZAC Val de Moine | 15 018 m ² | CY n° 743-488-50-51 ; ET n° 242-240 | M. Bernard DIXNEUF | Acquisition de terrains dans le cadre de l'aménagement de la ZAC du Val de Moine | 6 €/m ² + indemnité de remploi | 113 538,07 € |
| 15/06/09 | 25/09/09 | Terrain | 192 rue Nationale | 333 m ² | AK n° 755 - 754 | Syndicat des copropriétaires de la Résidence La Paix | Acquisition du Parvis de la Résidence La Paix - réaménagement des espaces publics situés dans le périmètre de l'opération "Arcades Rouge" | | 6 820,00 € |
| 09/03/09 | 16/10/09 | Terrain | La Treille Avenue des Trois Provinces (PSB) | 52 735 m ² | DP n° 24-25 | Mme Renée NEUVILLE | Acquisition de terrains dans le cadre de l'aménagement du secteur de la Treille | 2,70 €/m ² | 142 385,00 € |
| 09/03/09 | 16/10/09 | Terrain | ZAC du Bois de la Cure (PSB) | 6 396 m ² | 950 AT n° 318-327-335-362-367-368-369 | SEVRE LOIRE HABITAT | Rétrocession des voiries et réseaux divers | / | 0,00 € |
| 09/03/09 | 16/10/09 | Terrain | Lotissement le Jardin des Batignolles | 4 521 m ² | CV n° 481-482 | SEVRE LOIRE HABITAT | Rétrocession des voiries et réseaux divers | / | 0,00 € |
| 09/03/09 | 30/12/09 | Immeuble | 41 rue Jean Jaurès | 745 m ² | AK n° 743 | Association FREPPEL | Conservation du patrimoine architectural | | 70 000,00 € |

7 acquisitions pour un montant de 573 964,07 €

5 acquisitions à titre gratuit (dont 3 rétrocessions de voirie)

1 acquisition à l'euro symbolique

TABLEAU DES ECHANGES OPERES EN 2009

| Date de la Délibération du Conseil Municipal | Date de l'acte | DESIGNATION DU BIEN | LOCALISATION | SUPERFICIE | REF. CADASTRALE | IDENTITE DE L'ECHANGISTE | Nature et objet de la transaction | CESSION PAR LA VILLE | | ACQUISITION PAR LA VILLE | |
|--|---------------------|---------------------|-------------------------|---|--|--------------------------|---|----------------------|-------------------|--------------------------|--------------------|
| | | | | | | | | montant | superficie | montant | superficie |
| 09/03/09 | 24/09 et 25/09/2009 | Terrains | 26 rue de Châteaubriand | 66 m ² 108 m ² | BN n° 514-516-518-519 et BN n° 508-511 | SARL IMMOTECK | Pour la Ville : acquisition afin d'aménager une liaison piétonnière entre le boulevard de la Minée et la rue de Châteaubriand. Pour la SARL Immoteck : régularisation d'une situation d'empiètement de parcelles | Sans soulte | 66 m ² | Sans soulte | 108 m ² |

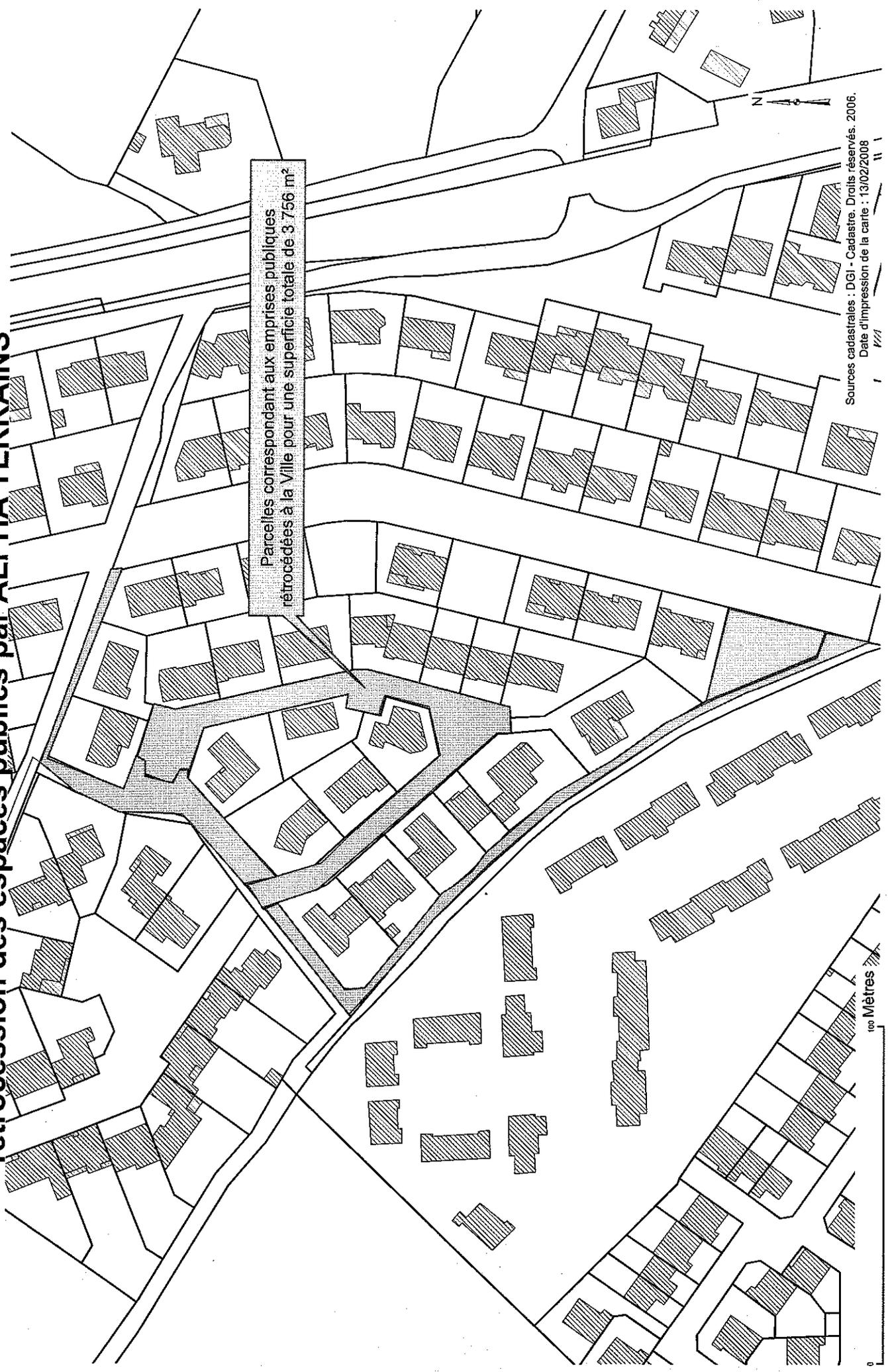
TABLEAU DES BAUX EMPHYTEOTIQUES OPERES EN 2009

| Date de la Délibération du Conseil Municipal | Date de l'acte | DESIGNATION DU BIEN | LOCALISATION | SUPERFICIE | REF. CADASTRALE | IDENTITE DU PRENEUR | Nature et objet de la transaction | CONDITIONS DU BAIL |
|--|----------------|---------------------|---------------|----------------------|------------------|---------------------|-----------------------------------|--------------------|
| 10/12/2007 | 18/06/09 | Terrain | Rue du Bocage | 3 354 m ² | BN n° 500 et 255 | SOFCO | Construction d'un crématorium | Gratuit |

Direction des Finances et du Patrimoine
Service Patrimoine

ZAC du Verger - lotissement "Les Fresnes" rétrocession des espaces publics par ALPHA TERRAINS

Parcelles correspondant aux emprises publiques
rétrocedées à la Ville pour une superficie totale de 3 756 m²



Sources cadastrales : DGI - Cadastre. Droits réservés. 2006.
Date d'impression de la carte : 13/02/2008
P/1



RÈGLEMENT DES INSCRIPTIONS SCOLAIRES
(approuvé par délibération du Conseil Municipal
en date du 8 mars 2010)

DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT,
DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

Service Scolaire

PJ : Capacités d'accueil par école (tableau)
Plan de la Ville

Article 1

Le présent règlement concerne les inscriptions dans les écoles publiques du premier degré.

Toute entrée dans une école maternelle, dans une école élémentaire ou dans une école primaire (qui regroupe les classes maternelles et les classes élémentaires d'un même groupe scolaire) doit faire l'objet d'une procédure d'inscription.

Lorsque l'enfant est ou a déjà été scolarisé dans une autre école, la procédure d'inscription dans une nouvelle école nécessite que l'école d'origine produise un certificat de radiation. Le certificat indique la date à laquelle l'élève a été ou sera radié des effectifs de l'école ; il peut donc être établi par anticipation.

Les enfants dits âgés de trois ans sont ceux qui atteignent leurs trois ans au cours de l'année civile où commence l'année scolaire.

Les enfants dits âgés de deux ans sont ceux qui atteignent leurs deux ans au cours de l'année civile où commence l'année scolaire. Ils ne peuvent être scolarisés que s'ils ont atteint cet âge au jour de la rentrée scolaire. Ils sont accueillis dans la limite des places disponibles, et selon éventuellement les conditions prévues à l'article 27.

Cas particulier des enfants résidant en Zone Urbaine Sensible : Les enfants de deux ans résidant en Zone Urbaine Sensible ne peuvent être scolarisés que s'ils ont atteint cet âge au jour de la rentrée scolaire. Une fois cette condition remplie, leur inscription est de droit.

Sauf lorsqu'il est déjà scolarisé dans une autre école, l'enfant ne peut faire sa rentrée dans une école maternelle qu'à la rentrée de septembre ou bien au retour des vacances de Noël.

I - LA DEMANDE D'INSCRIPTION

Article 2

Pour qu'un enfant puisse être inscrit dans une école, ses parents ou son responsable légal doivent préalablement remplir un dossier de demande d'inscription scolaire.

Article 3

Le dossier de demande d'inscription scolaire est à retirer puis à déposer en priorité auprès du Directeur de l'école où les parents (ou bien le responsable légal) souhaitent que leur enfant soit scolarisé en premier choix.

Lorsque, du fait des vacances scolaires ou pour toute autre raison, le Directeur n'est pas en mesure de délivrer le dossier et/ou de le réceptionner une fois rempli, la famille effectue les démarches auprès du service municipal chargé des inscriptions scolaires.

Article 4

Le dossier de demande d'inscription comprend les rubriques suivantes, qui doivent obligatoirement être complétées : renseignements sur l'enfant, renseignements sur les responsables légaux (parents ou autre), renseignements sur les frères et sœurs, à compléter éventuellement avec la mention "néant", renseignements sur la personne qui garde l'enfant en journée en dehors des heures de classe, choix d'école (école souhaitée en premier choix, avec les motifs de ce choix), date d'entrée à l'école souhaitée, fréquentation du restaurant scolaire et de l'accueil périscolaire, santé, signature. L'école souhaitée en deuxième choix peut être mentionnée de manière facultative.

Article 5

Des pièces sont à joindre obligatoirement au dossier dans certaines situations :

- l'imprimé "Inscription scolaire hors commune", à faire remplir par la Mairie du domicile, lorsque l'enfant n'est pas domicilié à Cholet,
- l'imprimé "Cart'Ville", lorsque l'enfant aura à fréquenter le restaurant scolaire ou l'accueil périscolaire, même occasionnellement,
- le certificat de radiation de l'école d'où il vient, lorsque l'enfant est déjà ou a déjà été scolarisé dans une autre école, même dans le cas d'une école maternelle.

Article 6

Lorsqu'ils déposent le dossier, les parents doivent être munis des documents suivants : livret de famille ou acte de naissance de l'enfant, carnet de santé, justificatif de domicile.

Article 7

Tout dossier dont certaines rubriques ne seraient pas remplies, ou auquel il manquerait les imprimés complémentaires, ou qui ne serait pas accompagné des documents nécessaires à la vérification au moment du dépôt du dossier, sera considéré comme incomplet et ne pourra donc pas être traité.

Article 8

Le dossier doit être obligatoirement signé par l'un des deux parents ou par le responsable légal. Lorsque seul l'un des deux parents signe, cette signature est réputée représenter l'accord du parent non signataire sur l'ensemble des informations portées dans le dossier.

En cas de désaccord manifeste entre deux parents ayant la garde conjointe de leur enfant, si l'un d'entre eux a fait établir un certificat de radiation par l'école où l'enfant était scolarisé et dépose une demande d'inscription, la Ville, au vu du dossier qui lui est remis, procède à l'inscription afin de garantir à l'enfant la poursuite de sa scolarité.

Article 9

Lorsque le dossier complet est déposé auprès du Directeur de l'école souhaitée en premier choix, celui-ci le transmet sans délai au service municipal chargé des inscriptions scolaires.

Article 10

Un récépissé est délivré à la famille au moment du dépôt, portant la date de ce dépôt, un double étant conservé dans le dossier lui-même.

II - LE TRAITEMENT DES DEMANDES D'INSCRIPTION

I - Dispositions générales

Article 11

Il appartient au Maire de procéder à l'inscription d'un enfant dans une école publique du premier degré.

Article 12

L'inscription d'un enfant dans une école donnée n'est valable que lorsque le Maire a délivré le certificat d'inscription dans cette école. L'enfant soumis à l'obligation scolaire est obligatoirement accueilli dans une école même en l'absence de certificat d'inscription, mais seul ce certificat détermine l'école où l'enfant pourra poursuivre sa scolarité.

2 - Traitement des demandes déposées entre janvier et avril pour la rentrée suivante

Article 13

Les demandes d'inscription déposées entre janvier et avril sont examinées globalement pour chaque école.

Article 14

Au terme de la période définie dans l'article précédent, la Ville comptabilise pour chaque école le nombre de demandes d'inscription et le nombre de places à la rentrée suivante.

Article 15

Si le nombre de demandes d'inscription est inférieur de plus de trois enfants au nombre de places, et sous réserve de l'article 27 relatif à l'inscription des enfants de deux ans, toutes les demandes sont acceptées et donnent lieu à l'établissement des certificats d'inscription correspondants.

Article 16

Si le nombre de demandes d'inscription est inférieur de moins de trois enfants au nombre de places, une Commission dite des Inscriptions se réunit au mois de mai pour examiner chaque demande et émettre un avis sur la suite à leur réserver ; la Commission des Inscriptions peut proposer de redéfinir le nombre de places, en fonction de nouveaux éléments connus à ce moment-là.

Article 17

La Commission des Inscriptions est présidée par l'Adjoint au Maire chargé de l'Enseignement et composée de représentants de l'administration communale et des Inspecteurs de l'Éducation Nationale des circonscriptions dont relèvent les écoles de Cholet.

Article 18

Lorsque la Commission va examiner la situation d'une école, le Directeur de l'école peut être préalablement consulté au sujet du nombre de places défini, des demandes d'inscription, ou de toute situation particulière dont il aurait connaissance.

Article 19

Lorsque la Commission est amenée à proposer de refuser une demande d'inscription au regard de la capacité d'accueil de l'école souhaitée par la famille, elle propose une autre école susceptible d'accueillir l'enfant, en tenant compte si possible du 2^{ème} choix mentionné par la famille dans le dossier de demande d'inscription.

Lorsque la Commission est amenée à proposer le rejet d'une demande d'inscription d'un enfant de deux ans, elle peut proposer une autre école qui dispose encore de places pour des enfants de cette tranche d'âge, ou bien proposer de surseoir à la décision d'inscription jusqu'à mi-juillet.

Article 20

Après réunion de la Commission, le Maire prend les décisions sur les demandes d'inscription et en informe les familles concernées par courrier. Lorsque la demande est acceptée, le certificat d'inscription est envoyé à la famille. Lorsque la demande n'est pas acceptée dans l'école souhaitée en premier choix, le courrier indique à la famille une ou plusieurs autres écoles susceptibles d'accueillir l'enfant, ou bien, le cas échéant pour les enfants de deux ans, la date à laquelle une décision pourra être prise sur la demande d'inscription.

Article 21

Sauf cas exceptionnels, la Commission donnera son avis en s'appuyant sur les critères suivants :

- pour l'inscription dans une école maternelle ou en classe maternelle d'une école primaire hors Zone d'Éducation Prioritaire et Réseau d'Éducation Prioritaire :
 - . d'abord les enfants de trois ans ou plus, dans l'ordre de priorité suivant : ceux relevant d'une fratrie déjà scolarisée dans le groupe scolaire, puis ceux relevant du secteur géographique, puis ceux habitant Cholet ou le Puy St Bonnet dans un autre secteur géographique, puis ceux habitant hors Cholet et le Puy St Bonnet,
 - . ensuite les enfants de deux ans nés au premier trimestre de l'année civile, dans le même ordre que celui indiqué pour les enfants de trois ans,
 - . ensuite les enfants de deux ans nés au deuxième trimestre de l'année civile, dans le même ordre que celui indiqué pour les enfants de trois ans,

- pour l'inscription dans une école maternelle ou en classe maternelle d'une école primaire relevant de la Zone d'Éducation Prioritaire ou du Réseau d'Éducation Prioritaire :
 - . d'abord les enfants relevant d'une fratrie déjà scolarisée dans le groupe scolaire, y compris les enfants de deux ans dès lors qu'ils habitent en Zone Urbaine Sensible,
 - . ensuite les enfants relevant du secteur géographique, y compris les enfants de deux ans dès lors qu'ils habitent en Zone Urbaine Sensible,
 - . ensuite les enfants d'au moins trois ans habitant Cholet ou le Puy St Bonnet dans un autre secteur géographique,

- . puis les enfants d'au moins trois ans habitant hors Cholet et le Puy St Bonnet,
 - . puis les enfants de deux ans habitant hors Zone Urbaine Sensible, dans le même ordre que celui indiqué pour les écoles maternelles hors Zone d'Éducation Prioritaire et Réseau d'Éducation Prioritaire
- pour l'inscription dans une école élémentaire ou en classe élémentaire d'une école primaire : d'abord les enfants relevant d'une fratrie déjà scolarisée dans le groupe scolaire, puis les enfants venant de Grande Section du même groupe scolaire, puis les enfants relevant du secteur géographique, puis les enfants relevant d'un autre secteur géographique et habitant Cholet ou le Puy St Bonnet, puis les enfants habitant hors Cholet et le Puy St Bonnet.

Article 22

Lorsque, une fois épuisés les critères de priorité énoncés à l'article précédent, des arbitrages doivent encore être effectués entre plusieurs demandes d'inscription, la Commission donnera son avis en tenant compte des autres critères suivants, et dans l'ordre indiqué :

- proximité du lieu de travail de l'un des parents,
- date de dépôt du dossier.

Article 23

Le secteur géographique défini comme critère de priorité correspond à un secteur large, comprenant 2, 3 ou 4 écoles, sauf en ce qui concerne la commune associée du Puy St Bonnet qui représente un secteur géographique ne comprenant que l'école la Chevallerie. Les secteurs géographiques et les écoles correspondantes sont figurés sur le plan de la Ville annexé au présent règlement.

Article 24

Est considéré comme relevant d'un secteur géographique donné l'enfant habitant Cholet ou le Puy St Bonnet dont la famille ou la personne qui en assure la garde en dehors des heures de classe est domiciliée à l'intérieur de celui-ci.

3 - Traitement des dossiers déposés après la période janvier-avril

Article 25

Les demandes d'inscription déposées après le mois d'avril, et en tout état de cause celles transmises après la réunion de la Commission sont traitées au fur et à mesure de leur dépôt, en fonction du nombre de places disponibles au moment du traitement.

Le Maire prend sa décision, après consultation éventuelle, s'il l'estime nécessaire, de l'Inspecteur de l'Éducation Nationale ou du Directeur d'école concernés.

Article 26

Si le refus d'une ou plusieurs demandes d'inscription dans une école du fait de l'insuffisance du nombre de places a donné lieu à l'inscription des enfants dans d'autres écoles mais si, par la suite, des demandes d'inscription sont déposées par de nouvelles familles alors que des places se sont libérées suite à des désistements ou des radiations, les nouvelles demandes sont acceptées dans la limite des places restantes.

4 - Inscription des enfants de deux ans

Article 27

Le code de l'éducation stipule dans son article L. 113-1 : "L'accueil des enfants de deux ans est étendu en priorité dans les écoles situées dans un environnement social défavorisé..." et dans son article D. 113-1 : "Les enfants qui ont atteint l'âge de deux ans au jour de la rentrée scolaire peuvent être admis dans les écoles et les classes maternelles dans la limite des places disponibles".

C'est l'Inspecteur d'Académie qui fixe les conditions dans lesquelles doit être calculée la limite des places disponibles applicable aux écoles maternelles ne relevant pas de la Zone d'Éducation Prioritaire ou du Réseau d'Éducation Prioritaire.

En conséquence, pour le respect de ces dispositions, et pour garantir aux enfants des autres classes maternelles des conditions d'accueil satisfaisantes, la Ville pourra être amenée à limiter le nombre d'inscriptions d'enfants de deux ans dans une école ne relevant pas de la Zone d'Éducation Prioritaire ou du Réseau d'Éducation Prioritaire, alors même que le seuil estimé au regard de la capacité d'accueil des locaux n'a pas été atteint.

III - CAPACITÉ D'ACCUEIL DES ÉCOLES ET CALCUL DES PLACES DISPONIBLES

Article 28

La capacité d'accueil d'une école est définie par le nombre de salles pouvant être affectées au fonctionnement d'une classe. Ce nombre tient compte des éléments suivants : nombre total de salles réservées à l'usage scolaire, nombre de salles nécessaires pour des besoins collectifs (BCD, salle informatique, dortoir, motricité, décloisonnement, salle polyvalente, accueil périscolaire, etc.), salles nécessaires pour des besoins spécifiques (interventions RASED, salle ATSEM, etc.), nombre de salles affectées à un usage non scolaire et périscolaire pouvant revenir à un usage scolaire ou périscolaire. Il peut être minoré pour tenir compte des limites imposées par la capacité du restaurant scolaire ou du dortoir en école maternelle.

Le nombre de classes possibles pour un fonctionnement dans des conditions satisfaisantes est défini pour chaque école dans un tableau annexé au présent règlement.

Article 29

Un nombre de places dans chaque école est calculé pour l'année scolaire à venir, à partir des données suivantes :

- nombre de classes possibles (voir article 28) : NbCl,
- effectif moyen de référence par classe, soit 24 pour les écoles élémentaires, 24 pour les écoles maternelles et les écoles primaires relevant de la Zone d'Éducation Prioritaire ou du Réseau d'Éducation Prioritaire, 25 pour les autres écoles primaires et 30 pour les autres écoles maternelles: EffMoyRef,
- nombre d'élèves actuellement inscrits : EIIns,
- nombre d'élèves sortants : EISort.

Nombre de places minimum : $(\text{NbCl} \times \text{EffMoyRef}) - \text{EIIns} + \text{EISort}$

Ce nombre de places minimum définit un seuil d'alerte permettant de déclencher ou non la réunion de la Commission. La Commission peut proposer de l'augmenter de quelques unités si le nombre total d'enfants ainsi inscrits n'est pas susceptible d'entraîner l'implantation d'un poste d'enseignant remettant en cause les conditions générales d'accueil dans les locaux de l'école.

Le Député-Maire,
Par délégation l'Adjoint
Roger MASSÉ

INSCRIPTIONS DANS LES ÉCOLES
PUBLIQUES DU PREMIER DEGRÉ

Annexe 2 - Définition de la capacité d'accueil des écoles

Nombre de classes pouvant fonctionner dans des conditions satisfaisantes

| École | Nb de classes | Conditions éventuelles |
|--------------------------------------|---------------|---|
| Les Turbaudières maternelle | 5 | |
| Les Turbaudières élémentaire | 7 | |
| Chambord maternelle | 5 | |
| Chambord élémentaire | 7 | |
| La Girardière maternelle | 3 | |
| La Girardière élémentaire | 7 | |
| La Bruyère maternelle | 7 | 6 classes ordinaires + 1 classe thérapeutique ou 7 classes ordinaires |
| La Bruyère élémentaire | 14 | dont plusieurs en bâtiment modulaire et avec 1 salle de restaurant adaptée |
| Louis Buffon maternelle | 4 | |
| Louis Buffon élémentaire | 5 | |
| Planty maternelle | 4 | |
| Anne Brontë maternelle | 5 | |
| Charlotte & Emily Brontë élémentaire | 7 | |
| Les Richardières maternelle | 4 | |
| Les Richardières élémentaire | 7 | 6 classes ordinaires + 1 CLIS ou bien 7 classes ordinaires |
| La Chevalerie primaire | 10 | 10 classes maternelles et élémentaires, dont 3 possibles en bâtiment modulaire |
| Jules Verne primaire | 10 | organisation possible : 4 classes maternelles et 6 classes élémentaires |
| Marie Curie primaire | 9 | 4 classes maternelles et 5 classes élémentaires, mais limitation des possibilités de couchage pour les petits de maternelle |
| La Bourie-Fresnière maternelle | 4 | si 8 classes dans l'école élémentaire, 5 classes possibles pour l'école maternelle, dont 1 en bâtiment préfabriqué |
| La Bourie-Fresnière élémentaire | 9 | |
| La Fontaine maternelle | 5 | |
| Turpault élémentaire | 11 | |
| Molière maternelle | 4 | |
| Molière élémentaire | 9 | |
| La Moine maternelle | 2 | |
| St Exupéry maternelle | 4 | |
| St Exupéry élémentaire | 11 | 10 classes ordinaires + 1 CLIS, ou bien 11 classes ordinaires |
| Paradis maternelle | 3 | |
| Paradis élémentaire | 6 | 6 classes, mais un restaurant saturé |

LES 7 SECTEURS GEOGRAPHIQUES ET LES ECOLES CORRESPONDANTES
(cf. articles 21, 23, et 24 du règlement)



- 1 - Molière - Paradis - La Moine
- 2 - Turpault - La Fontaine - Buffon - Le Planty
- 3 - La Bruyère - La Bourne
- 4 - St Exupéry - Bronté - Les Richardières
- 5 - La Chevallerie PSB
- 6 - Girardière - Chambord - Turbaudières
- 7 - Curie Marceau - Jules Verne

Source : données service scolaire
Cartographie : Direction aménagement - Jan 06



FESTIVAL DE DANSE "EFFERVESCENCE"

Premier édition : saison 2010/2011

Plan prévisionnel de financement

| CHARGES | | PRODUITS | |
|---|------------------|---|------------------|
| Frais artistiques liés aux spectacles : | 84 747 € | Recettes billetterie | 11 616 € |
| - achat de spectacles | 33 540,50 € | | |
| - stages, ateliers (compagnonnage associatif et formation professionnelle) | 11 624,50 € | | |
| - salaires des artistes et des techniciens | 11 800 € | | |
| - hébergement, transport, défraiement | 26 504 € | | |
| - droits d'auteurs | 1 278 € | | |
| Frais techniques, logistiques et scène | 29 719 € | Etat (Ministère des Affaires Etrangères) | 5 000 € |
| Frais de Communication | 25 700 € | Etat (Direction Régionale des Affaires Culturelles) | 9 000 € |
| Assurances | 1 000 € | Région des Pays de la Loire | 25 450 € |
| | | Département de Maine et Loire | 13 500 € |
| | | Partenariat privé | 10 000 € |
| | | Cession d'un spectacle à la commune du May sur Evre | 2 500 € |
| | | Ville de Cholet | 64 100 € |
| Avantages en nature (mise à disposition de salles de spectacles, de locaux pour les répétitions de salles de cours) | 3 237 € | Avantages en nature (mise à disposition de salles de spectacles, de locaux pour les répétitions de salles de cours) | 3 237 € |
| TOTAL | 144 403 € | TOTAL | 144 403 € |